



Le gouvernement maltraite les retraité-e-s

Il veut encore baisser leur pouvoir d'achat !

Les retraités ne sont pas des nantis !

Depuis vingt ans, les retraités perdent 1% par an par rapport au salaire moyen.

Si le gouvernement a les moyens de faire des cadeaux aux plus aisés, il y a donc des moyens financiers disponibles, qui doivent être partagés.

La pension de retraite est un droit et doit le rester comme acquis par le versement des cotisations et non devenir une simple « allocation sociale ».

La réforme annoncée laisse craindre de nombreux perdants, et tout particulièrement sur la pension de réversion pour 4,4 millions de retraités (dont 1,1 million n'ont que ce revenu).

Le nouveau système, c'est une baisse de 10 à 20% des pensions qui est envisagée, pour tous.

Exemple concret d'un retraité qui percevait en décembre 2017 la pension moyenne de 1376 € bruts.

En plus du gel des pensions, à partir du 1^{er} janvier 2018, il perd 1,7% avec la CSG, et 1,7% avec la hausse des prix évaluée pour 2018 : 561 € de perte de pouvoir d'achat pour 2018.

Avec 0,3% la revalorisation des pensions, pour une inflation de 1,7%, ce sera une perte de 511 € par an en 2019 et en 2020.

Cela représente plus de 1500 € sur trois ans : plus d'un mois de pension !

Toutes ces mesures aboutissent à une régression du pouvoir d'achat des retraités, et même à une paupérisation progressive de cette tranche de population.

Exigeons ensemble :

- La suppression de la hausse de la CSG qui pénalise les retraités avec l'inscription de cette mesure dans le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2019.
- La revalorisation de toutes les pensions et le rattrapage des pertes subies.
- L'indexation des pensions sur les salaires.
- Pour les faibles pensions : minimum au niveau SMIC pour une carrière complète.
- Le maintien des pensions de réversion, sans conditions de ressources.
- La prise en charge de la perte d'autonomie à 100% par la Sécu.
- L'égalité du montant des pensions entre hommes et femmes.
- Le remboursement de tous les médicaments et frais médicaux à hauteur de 100%.

Exprimons notre colère, fâchons-nous !

Manifestation à Grenoble

Jeudi 18 octobre, 15h00, rue Félix Poulat
pour exiger l'augmentation des pensions